



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 661 DU 12 MAI 2025

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société REGEPLASTIC

Commune de ARNAY-le-DUC (21230)

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Vu le code de l'environnement, en particulier les titres premier et quatre du Livre V du Code de l'Environnement relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et aux déchets et notamment ses articles L. 541-2, L. 541-3, L. 541-15-11, L.511-1, L.211-1, R. 541-12-16, D. 541-361 et suivants ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2012 autorisant la société REGEPLASTIC à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées à Autorisation sur le territoire d'Arnay-le-Duc ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 792 du 28 mai 2021 portant prescriptions complémentaires ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 15 avril 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 15 avril 2025 à l'exploitant en application du I de l'article L.541-3 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.541-3 du code de l'environnement dispose que lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut [...] le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 541-12-16 du code de l'environnement prescrit que lorsque les dispositions du titre IV du livre V du code susvisé s'appliquent sur le site d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'autorité titulaire du pouvoir de police mentionnée à l'article L. 541-3 est l'autorité administrative chargée du contrôle de cette installation ;

CONSIDÉRANT que le I de l'article L. 541-15-11 du code de l'environnement, relatif entre autres à la prévention et gestion des déchets, prescrit qu'à compter du 1^{er} janvier 2022, les sites de production, de

manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 19 mars 2025 l'inspection des installations classées a constaté la présence de granulés plastiques dans le fossé se trouvant en aval immédiat du point de rejet des eaux pluviales sur une zone de plusieurs dizaines de mètres carré entre le point de rejets des eaux pluviales du site et le confluent avec le ruisseau Barive. ;

CONSIDÉRANT donc que les équipements et les procédures de l'installation ne permettent pas de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ces constats, il apparaît que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles L. 541-15-11 et D. 541-361 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est tenu d'assurer la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, conformément à l'article L. 541-2 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a confirmé que les déchets de granulés plastiques industriels présents dans la zone entre le point de rejet des eaux pluviales des installations et le ruisseau Barive, à proximité du chemin « pré de Barive », provenaient de son installation ;

CONSIDÉRANT que les granulés plastiques industriels représentent une menace importante pour les écosystèmes marins et terrestres et donc pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prescrire le retrait des granulés plastiques présents dans le fossé pour éviter leur transfert en aval, et d'évaluer l'étendue de la dispersion qu'il y a pu avoir de ces granulés dans le milieu ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 541-3 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société REGEPLASTIC d'effectuer les opérations nécessaires au respect des articles L. 541-2, L. 541-15-11 et D541-361 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – La SAS REGEPLASTIC (SIRET 50254049500012) dont le siège social sis Rue de Barive zone ZI La Plachotte sur la commune de Arnay-le-Duc (21230) est, pour son établissement exploitant une installation de production de granulés plastiques situé à la même adresse, mise en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect des articles L. 541-15-11 et D. 541-361 à D. 541-364 du code de l'environnement selon les modalités suivantes :

- dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté :
 - nettoyage complet du site (intérieur et extérieur) pour ramasser/retirer tous les granulés de plastique dispersés au sol et sur les autres surfaces ;
 - mise en place en amont immédiat du point de rejet des eaux pluviales d'un système de filtration temporaire adapté pour retenir au mieux les granulés susceptibles d'être présents dans les rejets du site ;
- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - réalisation d'une étude afin d'identifier et dimensionner les équipements permanents nécessaires pour prévenir les rejets canalisés dans l'environnement de granulés plastiques industriels, adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents sur le site ;
- dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - mise en place effective des équipements prévenant les rejets canalisés de granulés plastiques industriels dans l'environnement adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents sur le site, conformément à l'article D. 541-361 du code de l'environnement ;
 - mise à jour des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement, conformément à l'article D. 541-362 du code de l'environnement.

Les justificatifs de la réalisation de ces différentes opérations sont transmis au fur et à mesure par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 – La société REGEPLASTIC, pour son établissement situé sur la commune d'Arnay-le-Duc, est mise en demeure en application de l'article L. 541-3 du Code de l'environnement :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :
 - de retirer les granulés de plastiques industriels présents dans l'environnement, en particulier au niveau de la zone entre le point de rejet des eaux pluviales et le ruisseau de Barive et les faire évacuer dans une installation dûment autorisée
 - de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs correspondants
- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - transmettre à l'inspection des installations classées un diagnostic déterminant l'extension horizontale et verticale des zones impactées par la présence de granulés plastiques industriels à l'extérieur du site, sur la base de prélèvements représentatifs réalisés selon un plan d'échantillonnage à justifier. Ce diagnostic doit notamment justifier la présence ou non de déchets de granulés plastiques dans les sédiments du fossé et du ruisseau de Barive (eau, fond et sédiments).

ARTICLE 3 – SANCTIONS

S'il n'était pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives prévues au I de l'article L. 541-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société REGEPLASTIC.

ARTICLE 5 – Voies et délais de recours

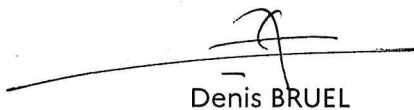
La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune d'Arnay-le-Duc, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



Denis BRUEL